



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION CHAMPAGNE-ARDENNE



UNION EUROPÉENNE



Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence,
de la consommation,
du travail et de l'emploi

Pôle 3E
Service SGAE

60 avenue Daniel Simonnot
51 038 Chalons en Champagne
Cedex

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MARCHE N° DIRECCTE51-FSE-2-2015

**Prestations d'appui à la gestion du volet déconcentré du Programme
Opérationnel National (PON) FSE Emploi-inclusion 2014-2020
via la mise à disposition de personnels pour des missions de gestion FSE
auprès du service FSE de la DIRECCTE Champagne-Ardenne**

Date et heure limite de dépôt des offres :

Jeudi 3 septembre 2015 à 16 heures



*Prestations de service réalisées dans
le cadre d'une opération sélectionnée
au titre du Programme Opérationnel
National FSE Emploi Inclusion 2014-
2020 cofinancé par le fonds social
européen*

*Le présent RC comprend 7 pages
Version du 3 juillet 2015*

ARTICLE 1 : PRESENTATION GENERALE DU MARCHE A ATTRIBUER

1.1 Type de marché et allotissement

Le présent marché est un marché de prestations de services au sens de l'article 1^{er} du code des marchés publics (CMP).

Il n'est pas composé de lots.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une prestation d'appui à la mise en œuvre du volet déconcentré Champagne-Ardenne du PON FSE Emploi et Inclusion 2014-2020 cofinancé par le Fonds social européen (FSE), via la mise à disposition de personnels auprès du service régional de gestion FSE de la DIRECCTE Champagne-Ardenne.

1.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché fractionné à bons de commande conformément à l'article 77 du CMP.

1.4 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an. Il est ensuite reconductible annuellement par reconduction expresse sans que sa durée de validité ne puisse excéder 3 ans.

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre VI du CCAG-FCS version 2009 suivant approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

La période prévisionnelle de démarrage des prestations est fixée à novembre 2015.

ARTICLE 2 : MODE DE CONSULTATION

Le mode de consultation retenu est la procédure adaptée, en application des articles 28 et 30 du code des marchés publics.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (DCE) est remis gratuitement sur demande conformément aux dispositions de l'article 41 du CMP.

Il est constitué des documents suivants :

- le présent règlement de la consultation ;
- l'imprimé lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- l'imprimé déclaration du candidat (formulaire DC2) ;
- l'acte d'engagement (formulaire DC3) et l'annexe financière ;
- l'imprimé de déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- l'imprimé déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (formulaire NOTI1) ;
- l'imprimé état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2) ;

Ces formulaires sont disponibles sur le site officiel :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- le cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le dossier de consultation peut être obtenu auprès de la :

DIRECCTE Champagne-Ardenne
Service de gestion et affaires européennes
60 avenue Daniel Simonnot
51038 Chalons en Champagne

Correspondant-contact technique et responsable du service FSE : Christelle Favergeon
Assistants de gestion : Amélie Flot / Lydia Lamda / Florence Haquelle

- Soit sur le site de la Direccte Champagne-Ardenne sous :
<http://www.champagne-ardenne.direccte.gouv.fr/Periode-de-programmation-FSE-2014>
⇒ Rubrique Marchés publics FSE
- Soit par mail :
champ.fse@direccte.gouv.fr précédé, dans l'objet, du mot-clé: **FSE-MAD**

En application de l'article 56 du Code des Marchés Publics, en complément aux modalités classiques de déroulement de la consultation, les soumissionnaires ont la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises dans son intégralité via le site www.marches-publics.gouv.fr.

L'administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir formuler aucune réclamation à ce sujet. Ces modifications pourront être communiquées par lettre, par mail ou par la plateforme des marchés publics.

Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 : PRÉSENTATION, CONDITIONS DE REMISE OU D'ENVOI DES PLIS, DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PLIS

4.1 Présentation des candidatures et offres

Les candidats devront obligatoirement remettre un **dossier complet** et rédigé en français comprenant :

4.1.1 Les pièces relatives à la candidature

- L'imprimé « lettre de candidature » (formulaire DC1) **dûment complété et signé** par une personne ayant la qualité pour engager la société ;
- L'imprimé « déclaration du candidat » (formulaire DC2) **dûment complété et signé** par une personne ayant la qualité pour engager la société ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ;
- Les attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de validité.

4.1.2 Les pièces relatives à l'offre

- L'acte d'engagement (formulaire DC3) dûment complété, revêtu du **cachet de la société**, de la **signature de la personne habilitée** à engager la société et de la date de signature et **l'annexe financière ou bordereau de prix unitaire, totalement complétée, datée, signée, cachetée** (sa structure ne doit pas être modifiée) ;
- L'offre technique revêtue du **cachet de la société, de la signature de la personne habilitée à engager la société et de la date de signature**, celle-ci devant contenir notamment les éléments suivants :
 - la qualité des moyens humains et matériels mis en oeuvre pour l'exécution de la prestation ;

- ⇒ 1) pour assurer le recrutement du personnel à mettre à disposition
- ⇒ 2) type de qualification, expérience dans le recrutement de ce type de personnels
- ⇒ 3) capacité à répondre aux besoins-vivier de personnes à mettre à disposition : expérience en matière de gestion publique, expérience en matière de gestion FSE, en matière de gestion comptable (capacité à analyser des données comptables des porteurs de projets), capacité à gérer de dossiers de demandes de fonds, des conventions (recevabilité, instruction, contrôle de service fait, engagement, conventionnement, mandatement), connaissances informatiques;
- la connaissance du Fonds social européen : réglementation, le Programme Opérationnel, les étapes de la piste d'audit du fonds social européen pour une bonne compréhension des attentes du pouvoir adjudicateur ;
- le coût mensuel HT et TTC de la prestation proposée (tout frais confondus). Cependant, ces frais devront être clairement identifiables dans la réponse.
- Un relevé d'identité postale (RIP) ou bancaire (RIB) ;
- Le cas échéant, la ou les demande(s) d'acceptation de sous-traitant(s) et d'agrément des conditions de paiement (acte spécial). Le candidat devra produire une demande par sous-traitant.

L'ensemble de ces documents devra être dûment renseigné, daté et signé par une personne habilitée à engager la société et clairement dénommée. Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

IMPORTANT

Le candidat pressenti pour être titulaire du présent marché devra produire dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de l'administration :

Pour un candidat établi ou domicilié en France (article D.8222-5 du code du travail)

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales et datant de moins de six mois ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Un extrait K-bis ;
- S'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;

Pour un candidat établi ou domicilié à l'étranger (article D.8222-7 du code du travail)

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification fiscale en cas d'assujettissement à la TVA ;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale délivré par l'organisme de recouvrement des cotisations sociales du pays du candidat ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'URSSAF de Strasbourg chargée du recouvrement des cotisations sociales des salariés dont les employeurs ne sont pas établis en France ;
- Un document certifiant l'enregistrement de l'entreprise sur un registre officiel ou un document équivalent ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que les salariés détachés en France disposent de bulletins de paie comportant les indications prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou de documents équivalents.

(Ces documents doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté)

**LES DOCUMENTS CITES CI-DESSUS DEVRONT DATER DE MOINS DE SIX MOIS ET DEVRONT ETRE REMIS A
L'ADMINISTRATION TOUS LES SIX MOIS JUSQU'A LA FIN DE L'EXECUTION DU MARCHE**

Le candidat pourra utiliser l'imprimé déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (NOTI1, ex-DC6) joint dans le DCE

Le candidat pressenti pour être titulaire du présent marché devra également produire dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande du ministère :

- L'imprimé état annuel des certificats reçus (NOTI2, ex-DC7) certifié en page 3, ou les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ((les formulaires d'attestations fiscales sont disponibles sur le site <http://www.impots.gouv.fr> sous le numéro d'imprimé 3666 ; les formulaires d'attestations sociales sont disponibles sur le site <http://www.urssaf.fr>).

Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

En application du III de l'article 46 du code des marchés publics, le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti les certificats et attestations demandés ci-dessus. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

4.2 Date limite et conditions de renvoi des candidatures et offres

Les pièces relatives à la candidature et à l'offre sont transmises soit sous format papier, soit par la place des marchés interministérielle sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise>.EntrepriseHome.

4.2.1 Conditions de remise des plis

Les réponses des soumissionnaires doivent parvenir sous **enveloppe cachetée**.

L'enveloppe extérieure **anonyme** portera les logos et la mention :



Prestation d'appui technique au PON FSE 14-20
Marché n° DIRECCTE51-FSE-2-2015
NE PAS OUVRIR
Service SGAE



A l'intérieur du pli se trouvent **une enveloppe**, également cachetée mais portant le nom du candidat comprenant :

- **le dossier de candidature** constitué conformément aux dispositions du présent règlement de la consultation.
- **le dossier de l'offre** du candidat constitué conformément aux dispositions du présent règlement de la consultation.

4.2.2 Envoi et date limite de réception des plis

Les plis seront envoyés par lettre recommandée avec avis de réception postal ou déposées contre récépissé, du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, au :

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi de Champagne-Ardenne
Service SGAE
60 avenue Daniel Simonnot
51 038 CHALONS EN CHAMPAGNE cedex
A l'attention de Christelle Favergeon

La date limite de réception des plis est fixée au <u>3 septembre 2015 à 16h00.</u>

Aucune candidature ou offre parvenue après cette date ou ne respectant pas les formes prévues ci-dessus ne pourra être prise en compte.

Si une offre arrive postérieurement à la date-limite de dépôt au regard de l'avis de réception du dossier, ce dernier sera retourné au candidat sans être ouvert.

Le dépôt est aussi possible électroniquement via la plateforme de marchés publics.

ARTICLE 5 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES ET VARIANTES

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres prévue à l'article 4.2.2 du présent règlement de la consultation.

Les candidats doivent répondre à la solution de base telle que décrite dans le CCTP. Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE JUGEMENT DES OFFRES

Les offres des candidats seront jugées, conformément à l'article 53 du code des marchés publics, en fonction des critères pondérés suivants, indiqués par ordre de priorité décroissante :

1. Premier critère : qualité de l'offre technique (pondération 60%) :

La qualité de l'offre technique sera évaluée sur la base des éléments suivants :

Qualité des moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution de la prestation / connaissance du Fonds social européen

- type de qualification du prestataire à recruter le type de personnel recherché,
- capacité à répondre aux besoins (vivier de ressources humaines adéquates au profil adapté) ,
- expérience dans ce type de prestation listé dans le CCTP (CV et missions déjà effectuées dans les domaines listés par le CCTP),
- expérience en matière de fonds européens dans les domaines de la mise à disposition de personnels sur le domaine des fonds européens
- connaissance de la réglementation européenne et nationale,
 - du programme Opérationnel national FSE 2014-2020,
 - des étapes de la piste d'audit communautaire,
 - de l'environnement institutionnel français et européen et celui des réseaux des porteurs de projets.

2. Deuxième critère : prix (pondération 40%).

Le prix sera évalué sur la base du prix unitaire HT et TTC, annexé au DC3.

ARTICLE 7 : CO-TRAITANCE ET SOUS TRAITANCE

En cas de groupement et en application des dispositions de l'article 51 du code des marchés publics, la forme imposée après l'attribution du marché est le groupement solidaire. En outre, le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses co-traitants.

Le candidat, s'il souhaite sous-traiter une partie de la prestation prise en charge, doit porter à la connaissance de l'administration le nom des sous-traitants, la nature et le prix des prestations sous traitées au travers d'un acte spécial (formulaire DC4, ex-DC13). Chaque sous-traitant doit en effet, conformément à la loi du 31 décembre 1975 modifiée, être accepté et ses conditions de paiement agréées par l'administration.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les questions relatives au dossier de consultation devront être obligatoirement formulées par écrit et transmises:

- soit par courriel à Christelle Favergeon à l'adresse institutionnelle suivante :
champ.fse@direccte.gouv.fr, précédé systématiquement dans l'objet du mail du mot-clé suivant : **FSE-MAD**
- soit par la plateforme de marchés publics

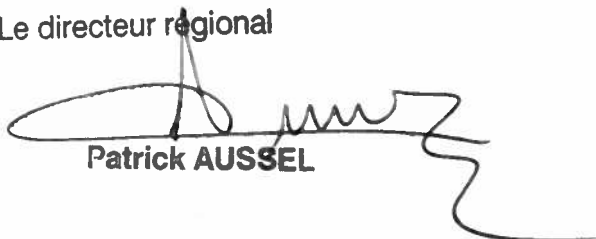
Les candidats pourront envoyer leurs questions 8 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les questions et les réponses seront communiquées par écrit à l'ensemble des sociétés ayant retiré un dossier de consultation.

Signature du pouvoir adjudicateur :

Date :

- 7 JUL. 2015

Le directeur régional


Patrick AUSSEL